



## **DÉCLARATION COMMUNE** **COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION** **DI NORMANDIE** **21 NOVEMBRE 2024**

Monsieur le Président,

Depuis plusieurs semaines, l'ensemble des fonctionnaires est injustement stigmatisé, les médias relayant à qui veut l'entendre un absentéisme excessif dans la Fonction Publique. Pourtant, le taux d'absentéisme de la Fonction Publique d'État (FPE) est inférieur à celui du privé. Celui présenté pour la Fonction Publique Hospitalière (FPH) prend pour référence l'année 2022, soit l'année postérieure à une crise Covid qui a mis sur les rotules un personnel abandonné à lui-même. Enfin, le taux d'absentéisme de la Fonction Publique Territoriale évoqué dans les rapports de l'Inspection Générale des Finances (IGF) et de l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) est calculé sur la base d'un panel qui n'est absolument pas représentatif des personnels, les méthodes de recensements auprès des collectivités territoriales étant totalement hétéroclites.

En ces temps de recherche d'économies budgétaires, il est décidément de bon ton de s'en prendre aux fonctionnaires et aux retraités.

Le gouvernement a donc décidé de joindre les actes aux paroles de son Ministre de la Fonction Publique, Guillaume KASBARIAN.

Plusieurs décisions annoncées impacteront donc lourdement les fonctionnaires et donc l'ensemble de la communauté douanière, d'ici quelques semaines : deux jours de carence supplémentaires en cas d'absence pour maladie, une baisse de 10% de la rémunération en cas de CMO, la suppression de la GIPA, la suppression d'un nouveau jour férié... Et le gouvernement n'entend pas s'arrêter en si bon chemin, Monsieur KASBARIAN se voyant déjà travailler main dans la main avec Elon MUSK. Tout un programme !

Au-delà de faire subir aux agents à la santé fragile une double peine, ces mesures vont fortement impacter un pouvoir d'achat des fonctionnaires déjà largement mis à mal par des années de gel du point d'indice et par une inflation exceptionnelle jamais compensée.

Vous avez inscrit le thème de l'attractivité à l'ordre du jour de ce Comité Social d'Administration. Mais comment vouloir faire avancer ce dossier quand, dans le même temps, la Fonction Publique est à ce point mise à mal par les décisions du gouvernement ? Comment être attractif quand vos moyens, vos missions, vos droits, votre rémunération sont autant méprisés ? Les 6 centimes destinés à rattraper le niveau du SMIC sauront-ils convaincre les citoyens prêts à s'engager pour l'État ?

Le constat est implacable : depuis plusieurs années la DGDDI peine à recruter. Déjà, le sujet du recrutement se heurte au plan de lutte contre la corruption, ce qui n'est pas sans entacher tant l'image de l'administration que celle des douaniers. Image encore plus salie par les propos récents d'un préfet honoraire auxquels vous avez réagi sans convaincre...

D'ores-et-déjà, nos représentants à la Fonction Publique font le constat que le dialogue est impossible rue de Grenelle. Une journée de grève est programmée pour le 5 décembre prochain. Nous souhaitons qu'elle rassemble un grand nombre d'agents de la Fonction Publique, dont beaucoup de douanières et de douaniers, toutes catégories et toutes fonctions confondues.

L'avenir du service public et la question du pouvoir d'achat des agents de la DGDDI constituent deux des principales inquiétudes des douanières et des douaniers. Les mesures gouvernementales en cours ne vont donc pas les rassurer. Aussi, pour montrer notre opposition à ces projets et à l'absence totale de discussion à l'endroit de nos représentants à la Fonction Publique, il nous apparaît nécessaire de prendre des mesures fortes.

Par conséquent, nous ne prendrons pas part au CSA de ce jour.

Les sujets locaux ne manquent pourtant pas :

- nos collègues ont participé à des ateliers sur le chantier de la surveillance avec une trame imposée, sans que la problématique des effectifs ne soit abordée, alors qu'elle demeure un sujet primordial du bon fonctionnement des services ;
- des GT free flow ont été organisés à plusieurs reprises pour échanger avec nos collègues sur les problématiques et doléances et c'est bien là l'essentiel. Quid des organisations syndicales qui ne sont là que pour étudier les dossiers de dizaines de pages en une journée de préparation et écouter vos conclusions dans une instance dont la durée est contrainte et qui laisse non seulement de moins en moins de place aux échanges mais qui n'influent jamais sur vos décisions ?
- les problèmes d'effectifs et la question du report de la mission EES au sein des BSE de DIEPPE et de CAEN,
- sans oublier le mal-être extrêmement prégnant des agents du Bureau de ROUEN-Fiscalités, voire de plusieurs autres services de l'Hôtel des Douanes de Rouen, ou encore de celui du Havre Sécurité Alimentaire.

Les résultats de l'observatoire interne sont, d'ailleurs, sans appel dans ce domaine : 46 % des agents normands sont désabusés et contrairement à vous, nous n'arrivons pas à trouver du positif dans le fait que 23 % d'agents sont motivés et 11 % seulement sont confiants...

Nous allons donc quitter cette instance. La défense du service public et celle des intérêts des agents méritent mieux qu'un dialogue social verrouillé.

Pour défendre nos brigades, nos bureaux, nos salaires, notre statut, nos conditions de travail, notre pouvoir d'achat et donc notre attractivité, nous vous donnons rendez-vous, dans la rue, le 5 décembre prochain.